

# HISTOIRE DE LA F.I.O.C.E.S.



Andrée Elmary

# Histoire de la F.I.O.C.E.S.

Fédération Internationale des Organisations  
de Correspondances et d'Echanges Scolaires

1897-1997

Un siècle d'initiatives personnelles  
et d'efforts collectifs

Edité par Livio Tonso

(1993, 1998)

2020



## SOMMAIRE

7

Avant-propos

9

Introduction

11

1897-1928 : Premières initiatives

13

1929-1939 : Le Comité Permanent de la C.S.I. - Espoirs et réussites

15

1939-1945 : Les années noires

16

1946-1966 : La FIOCES: création, expansion, diversification

20

1967-1975 : Quelques années difficiles

21

1975-1983 : Un nouveau souffle

26

1983-1993 : Inquietudes nouvelles

30

Conclusion

32

Annexes

I - Les congrès et les réunions

II - Les publications de la FIOCES

III - La coopération avec l'UNESCO

41

Supplément

Histoire de la FIOCES 1993-1998



## AVANT-PROPOS

En 1993, après être devenu secrétaire générale de la FIOCES, succédant à ma chère collègue, Andrée Emary, qui plus que quiconque n'a assisté et fait de son mieux pour la Fédération, j'ai proposé au Congrès réuni à Londres de lui demander de rédiger un récit historique. J'ai publié son travail sur le net sous la forme d'hypertexte, pour des raisons économiques. Quatre ans plus tard, j'ai personnellement demandé à Andrée de rédiger encore quelques paragraphes pour mettre à jour cette petite chronique pour arriver au centenaire d'une initiative de correspondance scolaire, officieuse mais quelque peu fondamentale (et en particulier d'origine française, puisqu'il s'agissait de la promotion la plus importante de cette nationalité), de 1897. C'est pourquoi cette addition se trouve dans une annexe qui ferme ce travail.

Quelques années plus tard, avec le changement fatal du siècle et surtout du millénaire, la Fédération périt avant la diffusion de la correspondance "électronique". La FIOCES a été officiellement fermé le 16 octobre 2004. La quasi-totalité des bureaux du gouvernement avait déjà achevé son activité et les bureaux privés encore ouverts se seraient poursuivis peu après, avant de finalement abandonner. La correspondance "matérielle", qui vantait des millénaires derrière lui, était présentée à la dernière proposition adressée aux enseignants et à leurs élèves comme plus valable sur le plan pédagogique, dans la mesure où la plus grande formalité implique un plus grand engagement intellectuel. Mais la forme plus commode et plus rapide offerte par le progrès technique était irrésistible pour les étudiants.

Maintenant, après quinze ans, quand la plupart de mes collègues, y compris Andrée, ont disparu, je sens le désir de rendre hommage à leur travail et le souvenir d'une activité qui a impliqué des millions et des millions d'enfants du monde entier à des fins éducatives de pratique linguistique et d'amitié internationale, rééditer le texte original sous forme imprimée ou le diffuser en ligne avec le même format.

Le texte original écrit par Andrée en 1993 et 1998 reste inchangé, avec des ajouts minimes de ma part. Ils incluent, en plus de cette page, les illustrations, les notes et l'achèvement de la liste des congrès.

J'espère que quelqu'un appréciera encore nos efforts.

Livio Tonso  
ancien Secrétaire Général de la FIOCES  
ancien Directeur de l'IPFS



## INTRODUCTION

Le document ci-après se veut être l'histoire sommaire d'un mouvement d'éducation internationale qui, né à la fin du XIX siècle, mobilise encore en ces dernières années du XX siècle des hommes et des femmes soucieux de donner au plus grand nombre de jeunes la chance de découvrir, par un échange de lettres ou de visites avec un jeune étranger, d'autres réalités que celles de son milieu, de son pays et, par là même, d'accéder à une meilleure connaissance et compréhension des langues, des peuples et des cultures étrangères.

On ne trouvera donc pas dans les pages qui suivent de longs développements sur les diverses formes prises par les échanges scolaires et éducatifs au cours des décennies passées, ou sur les bénéfiques intellectuels et "moraux" de ces échanges, ou sur l'utilisation pédagogique de la correspondance scolaire internationale, ou sur le recours actuel à d'autres media de communication. Ces développements pourront être trouvés dans les publications diverses de la fédération listées en annexe.

On y trouvera par contre les étapes successives d'une longue marche vers la reconnaissance –à défaut de prise en charge– par les instances éducatives, gouvernementales ou intergouvernementales, du besoin d'échanges (de lettres, de visites, d'informations diverses) manifesté par un nombre toujours grandissant de jeunes –scolaires, étudiants, jeunes adultes.

On y découvrira combien l'appui moral et financier de plusieurs de ces instances éducatives –quelques ministères d'Education en plusieurs pays d'Europe Occidentale et surtout l'UNESCO– a contribué à l'expansion géographique et à la diversification de ces échanges (échanges toujours liés à l'évolution des techniques de communication).

Mais on y découvrira aussi combien la disparition, occasionnelle ou définitive de cet appui, a obéré, obère actuellement, une action d'éducation internationale qui requiert beaucoup plus que des contributions bénévoles occasionnelles. Faiblesse –ambiguïté du moins– d'une organisation internationale peut-être faussement non gouvernementale? L'avenir dira si les Organisations membres de la Fédération officielles ou privées, sauront trouver, en dépit de leur statut non commercial, les ressources nécessaires au maintien d'un organisme coordonnateur de leurs actions.

Difficile en ce début d'année 1993 d'en dire plus...

Andrée Elmary  
Secrétaire Générale honoraire de la FIOCES  
Représentante de la FIOCES près de l'UNESCO depuis 1975



Les archives de la FIOCES font état d'une initiative de 1897, celle d'un professeur français Paul MIEILLE (1859-1933) qui, "le 15 janvier 1887 dans un article de la Revue Universitaire (aurait) émis l'idée d'un échange de lettres entre les scolaires de France et des pays voisins. Associant la cause de la paix à celle des langues vivantes, il entrevoyait la formation d'un syndicat de professeurs de toutes nationalités pour promouvoir à la fois ces deux grandes causes".

Pour ce faire Paul MIEILLE (toujours selon Ch. GARNIER qui en écrivit la notice nécrologique en 1933) "se mit en rapport avec Max LECLERC qui fit de la Revue Universitaire un organe d'inscription ; avec William STEAD qui fit de même dans la Review of Reviews, enfin avec le Pr. HARTMANN, de Leipzig. Les Etats-Unis et le Canada suivirent et, en Italie, un centre se forma autour de Dr. MONETA, Directeur de la Vita Internazionale. Le résultat fut tel qu'en 1900 les inscriptions atteignirent 25 000 et qu'un annuaire de la CSI fut lancé sous le nom de Comrades All.

Au Congrès des langues vivantes, tenu lors de l'exposition de 1900, Paul MIEILLE fut le rapporteur du mouvement qu'il avait créé et développé avec tant d'énergie et de hauteur de vue". (Bulletin de la CSI, n° 1 - Juin 1933 page 2)

Un demi-siècle après cette intervention, le Président de la FIOCES, François CLOSET, dans une allocution destinée aux délégués réunis pour le Congrès jubilaire de 1950, rendait hommage à ces pionniers de la CSI qui avaient par leur action "contribué à répandre l'idée féconde et combien généreuse d'un échange de lettres entre écoliers de nations différentes pour le plus grand bien de la cause de la paix et de l'étude des langues vivantes". (Bulletin de la FIOCES - 1950)

Mais la première guerre mondiale devait interrompre les efforts de collaboration initiés par Paul MIEILLE et ses collègues étrangers.

Et il faut attendre 1919 pour retrouver trace d'une seconde initiative, décisive celle-ci, celle de MM. A. GEOUFFRE DE LA PRADELLE, professeur à la faculté de droit de Paris, et Charles-Marie GARNIER, Inspecteur général de l'Instruction Publique, d'une correspondance scolaire franco-américaine, en collaboration avec les professeurs Alfred J. ROEHM et Albert BEZIAT du Peabody college for Teachers de Nashville (Tennessee).

Le service alors créé à Paris, grâce au Musée pédagogique, 41 rue Gay Lussac, qui offre un local, l'est d'abord pour répondre à la demande expresse du Haut-Commissariat français à Washington, soucieux de mieux faire connaître la France aux étudiants américains. Le ministère français de l'Instruction Publique par l'intermédiaire des Inspecteurs généraux, HOVELAQUE, PETIT-DUTAILLIS et GUILLAUME lui accorde la caution officielle qu'il conservera au cours des décennies suivantes et qui explique son intégration ultérieure à l'INRDP puis au CNDP (en 1955).

Pour lors, il est une modeste structure qui vit d'une subvention du Haut-Commissariat français à Washington et des participations financières volontaires des établissements scolaires participant au programme.

Dès 1922, ce bureau de correspondances franco-américaines devient celui de la Correspondance Scolaire Internationale et, dans sa recherche de correspondants étrangers pour les élèves français, suscite la création d'autres bureaux de CSI en différents pays d'Europe et d'Amérique; Pays-Bas, Grande-Bretagne, Allemagne, Autriche, Italie, Roumanie rejoignent bientôt le cercle des bureaux partenaires du bureau français.

# BULLETIN

## DE LA CORRESPONDANCE SCOLAIRE INTERNATIONALE

publié par le Secrétariat du Comité permanent de la C. S. I.  
auprès de l'Institut international de coopération intellectuelle

---

Numéro 1

Janvier 1930

SOMMAIRE : Avant-Propos de la Rédaction. — Rapports sur l'activité des offices pour la C. S. I. dans les divers pays. — Questionnaire. — Communications diverses : les Commissions nationales de coopération intellectuelle et la C. S. I.; la situation en Angleterre; la Croix-Rouge de la jeunesse et la C. S. I. — Liste d'adresses.

---

### AVANT-PROPOS DE LA RÉDACTION

Il n'est pas nécessaire de justifier l'initiative que nous prenons de publier un bulletin de la correspondance scolaire internationale, dont voici le premier numéro, car il est évident qu'un organe d'information courante sur l'activité des bureaux de la C. S. I. dans les différents pays est une condition essentielle de leur collaboration efficace. Mais ce bulletin nécessite cependant un commentaire, qui est le court récit de ce qui l'a précédé.

En 1928 déjà, l'Institut international de coopération intellectuelle, après un examen approfondi de la question, avait soumis à la Sous-Commission des relations universitaires un projet de conférence des directeurs des divers offices de C. S. I., projet qui fut approuvé. Dans le rapport soumis par l'Institut international, la tâche d'une conférence de cet ordre était ainsi définie :

## 1929-1939 : LE COMITE PERMANENT DE LA CSI : ESPOIRS ET REUSSITES

Le mouvement international alors initié attire très vite l'attention de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, organe exécutif de la Société des Nations.

Dès 1928, cet Institut confie à sa section des relations universitaires la préparation d'une conférence des directeurs des bureaux nationaux de CSI.

Dans le rapport soumis par l'Institut International de Coopération Intellectuelle, la tâche de cet ordre était ainsi définie:

- A Objet théorique: à savoir la recherche des idées directrices les meilleures pour favoriser les buts de la correspondance scolaire internationale qui sont:
- a) d'encourager et d'animer l'étude des langues vivantes;
  - b) de rapprocher la jeunesse des divers peuples par un commerce épistolaire de nature à entraîner des relations personnelles.
- B Objet pratique: échanger le résultat de l'expérience propre à chaque bureau national, simplifier la correspondance d'administration, égaliser l'offre et la demande, bref introduire l'ordre et la régularité dans un service qui garde encore en beaucoup de points un caractère improvisé.

Les buts étant ainsi déterminés, la réunion d'experts de la CSI fut convoquée les 27 et 28 mai 1929 à l'IICI à Paris. 13 représentants de bureaux nationaux y discutèrent des buts, des méthodes et de l'organisation nationale et internationale de la CSI et, désireux de poursuivre l'effort de collaboration déjà à l'oeuvre, s'organisèrent en un Comité permanent international composé comme suit:

Président: M. GARNIER (France)

Membres: Mr RENFIELD (Angleterre)

Mrs WILSON (USA)

M. DELVECCHIO (Italie)

Mme VLADESCO (Roumanie)

M. Pierre BOVET (Suisse)

M. NIESSEN (Allemagne)

Le chef de la section des relations universitaires de l'ICCI (Dr Werner PICT) est nommé Secrétaire de ce comité permanent. Le tout dévoué Etienne LAJTI en assurera la gestion administrative avec compétence et dévouement (et ce jusqu'en 1974); il sera particulièrement chargé de la rédaction et de la publication du bulletin de la CSI.

Le bulletin numéro 1, daté de janvier 1930, rend compte des initiatives qui suivirent cette réunion décisive:

- a) envoi d'un questionnaire aux bureaux de la CSI existants dont les réponses permettront au Comité permanent de voir quelles sont les pratiques de CSI les plus avantageuses et, par la suite, d'en conseiller les simplifications possibles;

b) envoi par l'ICCI aux Commissions Nationales de coopération Intellectuelle existantes d'une circulaire les invitant à "intervenir près des autorités compétentes de leurs pays pour favoriser la formation d'offices de CSI et, s'ils existent déjà, de prendre leur existence en considération en les signalant dans les bulletins officiels de l'Instruction Publique et en encourageant le travail des enseignants qui s'occupent de la CSI".

Le cadre d'action de la future FIOCES est dès lors déjà créé. Soixante ans plus tard il reste étonnamment actuel et préside toujours au travail permanent et aux initiatives des organes directeurs de la Fédération (Présidence - Secrétariat général et administratif - Comité exécutif) à savoir:

- la liaison entre les bureaux membres;
- la recherche des "pratiques les plus avantageuses" pour tous les partenaires engagés dans les programmes d'échanges (de correspondances d'abord, de visites ensuite);
- l'extension du mouvement au plus grand nombre de pays de tous les continents et d'un nombre de plus en plus grand d'adolescents ou de jeunes adultes.

De 1922 à 1939, le Comité permanent de la CSI (qui se réunira en 1930, 1935, 1937 à Londres et à Paris) enregistra avec satisfaction de nombreuses adhésions et collaborations (25 en 1934) qui témoignent autant de l'activité militante de ses membres que de la faveur d'un mouvement qui partage les rêves et les espoirs d'une société qui se veut vraiment celle des nations.

On en oublie, peut-être un peu vite, de se pencher sur les termes d'un décret publié le 25 avril 1934 par le ministère de l'Intérieur du Reich, décret qui rappelle aux utilisateurs allemands de la CSI "que le national socialisme met la correspondance scolaire avec l'étranger au service de l'éducation nationale allemande et que l'élève allemand ne devra jamais perdre de vue que pour son correspondant il est le représentant de la nation allemande et que la dignité de sa conduite contribuera à la conception qu'on se fait à l'étranger de cette dernière". (Bulletin FIOCES - 1934)

Et l'on célèbre ensemble le 15 juillet 1937 auprès du bureau français de CSI qui a provoqué la tenue d'une réunion des directeurs des Bureaux nationaux, et celle d'une exposition internationale de CSI, la réussite et les perspectives d'avenir de la CSI "moyen d'enseignement et facteur d'amitié et de paix".

## 1939-1945 : LES ANNEES NOIRES

La seconde guerre mondiale vient interrompre les relations à l'oeuvre entre Bureaux nationaux de CSI et les espoirs de voir le mouvement se consolider d'une part, s'étendre d'autre part à d'autres pays.

Les conséquences de la scission Est-Ouest seront graves: la Fédération ne retrouvera jamais en Europe de l'Est les représentations solides qu'elle y avait avant-guerre (notamment en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie) et les efforts conjugués de tous pour percer ou pour franchir les rideaux ou les murs alors édifiés seront le plus souvent voués à l'échec ou à un succès temporaire.

Dans l'immédiat le bureau français, fermé en juin 1940, s'efforce dès 1945-1946 de reconstituer le réseau de relations étrangères qui lui permettrait de répondre aux demandes des enseignants et des élèves français tant pour une correspondance de type individuel que pour une correspondance de type collectif (avec échanges de documents ou de travaux réalisés dans le cadre d'une pédagogie dite "active").

Il retrouve sans trop de peine ses partenaires d'avant-guerre (en Europe occidentale et aux USA essentiellement, mais aussi en Amérique Latine - Brésil, Argentine) et peut, de nouveau, songer à une concertation structurée du réseau international de la CSI.

Et en 1946, son directeur, Ch. M. GARNIER, toujours Président du Comité permanent élu en 1929, prenant acte de la dissolution de l'Institut International de Coopération Intellectuelle "qui prive le comité permanent de son siège social, de son Secrétaire et de ses ressources financières" provoque la première rencontre d'après-guerre de ses homologues nationaux.



L'ancien logo de la FIOCES

Les 16 et 17 juillet 1946, les directeurs des Bureaux nationaux réunis à Paris au Musée pédagogique, conscients des changements intervenus depuis la dernière réunion en 1937 du comité permanent et de la nécessaire prise en compte des possibilités plus grandes de visites et de voyages, décident :

- 1) de transformer le Comité permanent en “une Fédération mondiale des organismes de correspondances et d’échanges scolaires” chargés, à titre officiel ou à titre officieux, d’établir des relations épistolaires ou autres (visites individuelles ou collectives, voyages d’études, échanges d’élèves entre les élèves des établissements, des degrés primaire secondaire et supérieur des divers pays). (Premier Bulletin de la FIOCES - 1946 Article 1 des statuts de 1946)
- 2) de doter la nouvelle fédération de statuts fixant essentiellement les objectifs de ce qui dans leur esprit, devait constituer pour longtemps un “organisme de liaison et de coordination, un centre d’activité pédagogique appliqué à l’enseignement des langues vivantes, et un instrument de paix”. (Article 3 des statuts de 1946)

Pour ce qui était des “moyens” administratifs et financiers de la toute nouvelle fédération, le Congrès exprimait l’espoir que la “nouvelle organisation internationale de coopération intellectuelle” qu’était l’UNESCO (représentée au congrès par M. Guiton, membre de la Section d’Education) lui assurerait certains moyens financiers, les bureaux membres (souvent par l’intermédiaire de leurs ministères d’éducation de tutelle) devant par ailleurs contribuer aux frais de fonctionnement du bureau fédéral.

La réunion des 23 - 24 octobre 1947 du Comité permanent “qui assure la haute (sic) direction de la FIOCES entre deux congrès triennaux” rend compte des initiatives prises par le Secrétariat pour compléter son réseau international d’organismes officiels ou privés susceptibles de contribuer à la diffusion des “idéaux d’éducation et de paix dont elle s’est faite la propagatrice”. (Bulletin de la FIOCES - Décembre 1946)

En étendant le champ de ses compétences et partant de ses responsabilités “aux visites individuelles ou collectives, aux voyages d’études, à l’échange des divers pays”, la Fédération qui s’est en effet engagée dans un processus de contacts, de rencontres, de participations plus ou moins actives à des programmes parallèles aux siens –ceux de l’UNESCO, ceux de grandes Fédérations d’enseignants– sera rapidement confrontée aux problèmes de coûts –ceux des séjours, ceux des voyages–, de liberté de circulation des jeunes en un monde encore et toujours divisé, d’inégalités culturelles et financières devant un désir commun d’évasion ou de perfectionnement linguistique.

Elle essaiera d’y faire face –sans toujours y parvenir– tout au long des décennies suivantes, toujours freinée dans son développement, ses espoirs et ambitions par des soucis d’ordre financier qu’elle ne résoudra jamais.

De 1946 à 1966, la FIOCES connaît des années d’activité intense et de réussites cer-

taines en plusieurs domaines complémentaires de son action première de création de Bureaux de Correspondances Scolaires Internationales.

Les Congrès (triennaux) et les réunions (annuelles) du Comité permanent tenus en toutes villes d'Europe (à l'invitation de divers responsables de Bureaux nationaux) permettent de suivre la progression du mouvement et les efforts de ses organisations membres pour étendre le bénéfice des échanges scolaires –correspondance et visites– au plus grand nombre possible d'adolescents et de jeunes adultes.

Qu'il s'agisse de tarifs réduits en faveur des lettres et envois faits dans le cadre des échanges de CSI, ou de tarifs de faveur accordés par des compagnies de transport aux élèves voyageant seuls, ou de franchises de douanes accordées aux colis échangés par les jeunes correspondants, la FIOCES est sur tous les terrains susceptible de favoriser les contacts, les échanges, les rencontres.

Dans le même temps, elle s'efforce de publier les résultats de ses enquêtes, des expériences de ses bureaux membres les plus actifs au vue de les communiquer d'une part aux autorités éducatives gouvernementales susceptibles d'encourager les contacts souhaités, d'autre part aux enseignants susceptibles de y participer.

La liaison avec les enseignants et, indirectement avec les bénéficiaires supposés, les élèves est constante; les bureaux membres sont invités à recueillir, à des fins de publication ou d'exposition (celles de 1937, de 1950), les lettres, les travaux, les documents réalisés ou reçus par les élèves des classes correspondants.

Tous ces témoignages sur la faisabilité d'une part, et d'autre part sur l'apport positif des échanges scolaires à la cause de la compréhension et de l'amitié internationale apparaissent à des degrés divers dans les publications listées en annexe, publiées aussi souvent que possible, en plusieurs langues (ou tout au moins dans les deux langues de travail de la Fédération français et anglais).

La liaison avec les Associations d'enseignants (de langues vivantes essentiellement), avec les ministères d'Education et les institutions spécialisées, le Bureau International d'Education à Genève, et surtout la division de l'Education à l'UNESCO est constante et positive: des bureaux officiels de CSI se créent en Europe, en Amérique du Sud, et dans le même temps, "des organismes privés reposant au départ essentiellement sur le dévouement bénévole de leurs animateurs, deviennent des organismes para-publics pris en charge totalement ou partiellement (par le biais de subventions) par l'Etat.

C'est le cas du bureau fondateur de la Fédération, le Bureau français de CSI, qui, d'abord fondation privée, vivant de subventions, est désormais rattaché à un organisme public". (Bulletin FIOCES, 1956)

Le Secrétaire général de la Fédération, Paul BARRIER, peut donc en 1959, au Congrès de Paris se féliciter

- de l'expansion géographique du mouvement (61 bureaux affiliés en 23 pays différents);

- de la diversité des échanges scolaires réalisés grâce au dévouement et à l'ingéniosité des directeurs des bureaux et des professeurs des écoles et de l'ardeur des élèves;
- du succès croissant que le mouvement obtient aussi bien auprès des éducateurs que des autorités officielles et dont (il) voit la preuve récente dans l'intégration récente du bureau français de CSI longtemps oeuvre privée, devenue service normal (sic) du Ministère de l'Education nationale.

Mais il ne peut, dans le même temps, s'empêcher de s'interroger sur l'avenir d'un mouvement qui, en s'officialisant risque peut-être de perdre un peu de son âme et, de ce bureau français de CSI dont il fut longtemps le directeur, il écrit

“il peut sans doute en tirer quelque fierté, mais d'autre part ne risque-t-il pas de se laisser gagner par l'esprit bureaucratique, d'y perdre un peu de cet enthousiasme des débuts, de ce dévouement désintéressé à l'esprit international qui ont toujours animé les pionniers. Pour le succès de notre oeuvre, il faut maintenir cet esprit d'apostolat qui a toujours été notre force, en nous efforçant d'obtenir l'adhésion des jeunes, des milieux de la coopération internationale et des éducateurs”. P. BARRIER, (Bulletin FIOCES - décembre 1959)

De 1959 à 1966, cette expansion géographique de la Fédération se poursuit en direction:

- 1) des pays asiatiques déjà touchés par le projet majeur Ouest-Est de l'UNESCO auquel la FIOCES a contribué (voir chapitre collaboration avec l'UNESCO);
- 2) des pays d'Amérique du Sud - Argentine, Brésil;
- 3) des pays africains - les nouveaux Etats de la communauté française en particulier (autrefois “servis” par le bureau français de CSI) répondent très vite aux appels de la Fédération. Seuls les pays d'Europe orientale résistent aux efforts de pénétration et de structuration de la FIOCES. Pourtant ainsi que le souligne à plusieurs reprises le nouveau Secrétaire général Jacques DAMANTY, élu en 1959, des demandes émanant de professeurs et d'élèves d'Europe de l'Est parviennent à certains bureaux de CSI (en France, en Grande-Bretagne notamment). Le même Secrétaire général, J. DAMANTY, ne désespère pas de voir “la porte restée ouverte s'ouvrir de nouveau dans un ciel politique éclairci”. (Bulletin FIOCES - Décembre 1960)

Dans le même temps, la Fédération est amenée à se pencher sur les diverses formes d'échanges de correspondances et de visites maintenant à l'oeuvre et sur les besoins pressants d'une jeunesse toujours plus nombreuse, toujours plus avide d'évasion et de découvertes, de vacances et de séjours à l'étranger.

Elle est aussi amenée à intensifier ses relations avec d'autres organisations internationales ou nationales oeuvrant dans le même domaine d'échanges, qui dépassent souvent le cadre strictement scolaire (par exemple les échanges internationaux d'étudiants moniteurs de colonies de vacances qui, initiés en 1951 entre Europe et USA, gagnent Israël, le Liban, le Maroc et bénéficient d'une subvention de l'UNESCO attribuée au titre de bourses de voyage pour les cadres de mouvements de jeunes).

En 1966, le Congrès Extraordinaire de Madrid consacre par une révision des statuts les besoins d'une restructuration du mouvement en raison de son extension géographique et de la diversité grandissante de ses activités.

L'expansion géographique – 70 pays en 32 états en 1966 contre 20 en 15 états en 1946 – difficile à gérer par le seul bureau fédéral rend nécessaire la structuration des bureaux affiliés en fédérations régionales ou continentales.

L'Inde répondra à l'appel et convoquera du 25 au 29 décembre 1968 la 1<sup>ère</sup> conférence régionale asiatique de la FIOCES. Tenu à Bombay à l'instigation de Sri RADHA RAMAN, Président de la Nation's League of Penfriends, elle réunira 100 délégués venus de 4 Etats de l'Union indienne, de la Thaïlande et de Ceylan.

La collaboration étroite entretenue par le Secrétariat et des bureaux membres avec des organisations internationales dont les objectifs sont proches des siens conduit à la création d'une catégorie nouvelle d'organisations membres, celle de Membres Associés (l'Association universelle d'Espéranto et le service des échanges Pax Christi seront les premières à figurer pour longtemps dans cette catégorie).



Illustration utilisée pour les couvertures du Bulletin de la FIOCES du 1966 au 1973



Le timbre-poste, le premier en son genre, que l'Administration des postes de la République d'Autriche a émis en 1952 au sujet de la correspondance juvénile internationale (*Internationale Kinderkorrespondenz*)

## 1967-1975 : QUELQUES ANNEES DIFFICILES

Les Bulletins des années 1970 à 1975 reflètent les inquiétudes d'ordre financier qui obèrent l'action de la FIOCES dans le domaine des publications et des représentations auprès des instances internationales Conseil de l'Europe, Colloques, Conférences internationales sur l'Education, la Jeunesse, l'enseignement des langues vivantes, etc.

Les fluctuations du dollar, la hausse des tarifs postaux et des frais d'impression du Bulletin rendent très difficile le travail du Secrétariat basé à Paris qui ne parvient plus à assurer toutes les tâches.

Le décès du Secrétaire administratif, Etienne LAJTI, rémunéré à mi-temps, et le départ à la retraite du Secrétaire général, Jacques DAMANTY, directeur du bureau français de CSI provoquent en 1974 au sein de la Fédération une mini-crise que le Président Olov VIDAEUS s'efforce de résoudre en multipliant les démarches près de l'UNESCO et des instances éducatives françaises.

Le transfert de Paris à Londres du Secrétariat de la Fédération est un instant envisagé bien que les organisations membres consultées n'y soient pas favorables (l'article 2 des statuts de la Fédération stipulent que "la FIOCES a son siège dans la même ville que l'UNESCO").



M. Etienne Lajti



M. Jacques Damanty avec Mme Minéo

## 1975-1983 : UN NOUVEAU SOUFFLE

La “crise” sera heureusement résolue en juin 1975 au Congrès de Vienne par la proposition du Directeur adjoint de l’Institut National de Recherche et de Documentation Pédagogique, Joseph MAJALT, de mettre à la disposition de la Fédération un professeur détaché à plein temps pour en assurer le Secrétariat pédagogique et administratif, et la logistique administrative de l’établissement (envoi courrier - impression du Bulletin).

Les “économies” ainsi réalisées devraient permettre “d’envisager l’avenir avec un peu plus d’optimisme et, en particulier, d’envisager un remboursement raisonnable des frais de voyage et de séjour de certains membres du comité dont la présence, ou à des réunions internationales ou à des réunions du comité exécutif, est jugée indispensable”. (Bulletin FIOCES - Décembre 1975)

Les participants au Congrès de Vienne acceptent avec reconnaissance et soulagement les engagements pris par l’INRDP -et indirectement par le Ministère de l’Education nationale-, engagements que le Centre National de Documentation Pédagogique honorera pendant plusieurs années jusqu’à ce que les contraintes budgétaires de 1985 remettent tout en question.

Mais ceci est une autre histoire...

Le 28 avril 1976, les participants à la réunion du Comité Exécutif prennent acte avec satisfaction des projets du nouveau Secrétariat:

- diffusion de Feuilles d’information qui apporteront aux organisations, sous une forme légère et économique, les informations indispensables à la collaboration entre les organisations membres;
- préparation d’un Bulletin Annuel que l’on souhaite “plus facile, plus agréable à lire” (les derniers Bulletins se ressentaient des contraintes économiques qui pesaient sur la Fédération);
- mise au point d’un descriptif détaillé des organisations membres (de leurs programmes, de leurs moyens d’action et de leurs ressources financières) nécessaire dans une perspective de collaboration accrue entre les organisations membres dispersées au quatre coins du monde;
- enquête en vue d’établir un répertoire des organismes et organisations exerçant sur le plan officiel ou privé, à l’échelon national ou non, des activités non commerciales de correspondances et d’échanges scolaires.

Dès janvier 1977, un répertoire provisoire de 200 noms environ de ces organismes et organisations a été constitué à partir des renseignements fournis par:

- les Services culturels des Ambassades étrangères à Paris;
- les Bureaux membres de la FIOCES et, en particulier, le Central Bureau for Educational Visits and Exchanges (U.K.) qui agit déjà, au niveau britannique, comme le centre de ressources documentaires sur les échanges proposés aux jeunes britanniques;

- par quelques Commissions nationales pour l'UNESCO qui ont répondu à l'appel de la Fédération.

Un questionnaire mis au point avec l'aide du Bureau International d'Education a été adressé aux organismes publics et organisations privées recensées; le Secrétariat espèrent que les diverses rubriques y figurant permettront d'établir les distinctions nécessaires entre différents types d'échanges scolaires et éducatifs et différents types de bénéficiaires.

La Fédération souhaite en effet sortir de la confusion générale résultant de la prolifération d'agences de toutes natures, prestataires de services souvent mal définis; elle souhaite également s'assurer de la qualité intellectuelle et morale de ces services avant de pouvoir les recommander à ses propres organisations membres (et par leur intermédiaire aux enseignants et à leurs élèves). Les contacts pris dès 1975 par Andrée ELMARY avec la Division de la Jeunesse de l'UNESCO (qui depuis 1975 réunit chaque année dans une Consultation dite Collective des ONG de jeunesse et d'étudiants) ont à cet égard permis de mieux connaître les organisations oeuvrant dans le domaine toujours grandissant des échanges et des séjours de jeunes à l'étranger.

Les relations avec les Clubs UNESCO et leur Fédération, avec les Associations nationales pour les Nations Unies ont également permis au nouveau Secrétariat de clarifier les positions respectives, mais souvent complémentaires, de partenaires éventuels en des pays ne disposant pas de structures éducatives suffisantes.



Mrs Marian Flint, International Friendship League, Pen Friend Service (G.B.)



Mlle Marguerite Brunot, service français de la Correspondance Scolaire Internationale

Par ailleurs, les liaisons constantes qui s'établissent entre le Secrétariat FIOCES basé à Paris et la Présidence basée à Londres permettent à la FIOCES de mieux suivre les nombreuses initiatives gouvernementales ou intergouvernementales destinées à officialiser des programmes d'échanges souvent initiés par la FIOCES - associations de classes, appariements d'établissements scolaires, échanges d'enseignants, visites d'études d'administrateurs de l'éducation, etc.

Les relations intereuropéennes en particulier vont bénéficier, d'une part de la représentation de la FIOCES aux consultations placées sous l'égide du Conseil de l'Europe (près duquel la FIOCES s'assurera un statut consultatif), d'autre part de la participation de James PLATT, Directeur du Central Bureau for Educational Visits and Exchanges Londres -U.K. - et président élu de la FIOCES depuis 1975, aux réunions des organisations spécialisées dans le tourisme des jeunes étudiants ou non, et fédérées par l'ISTC -International Student Travel- ou la FIYTO -Federation of International Youth Tourism Organisations-.

C'est ainsi que la FIOCES qui, très tôt, dès 1951 avait manifesté son intérêt pour les voyages et séjours culturels, éducatifs des jeunes à l'étranger, concrétisera cet intérêt en accordant son patronage aux cartes internationales de l'étudiant ou des jeunes mises en circulation par l'ISTC et la FIYTO. Les membres du Comité Exécutif de la FIOCES ont pensé en effet que ces cartes, par les facilités qu'elles accordent aux jeunes se déplaçant à l'étranger (réduction sur les transports ou sur les entrées dans les musées, etc...), constituent une contribution importante à la cause du rapprochement international des jeunes, cause servie par la FIOCES depuis longtemps.

En fait, il apparaît alors à tous que la FIOCES, qui ne saurait être efficacement sur tous les fronts, se doit de rechercher toutes les collaborations possibles avec les organisations susceptibles de servir ses objectifs et de mieux faire connaître ses programmes et les possibilités de son action en faveur de l'éducation à la compréhension internationale.

Elle créera à cette intention en 1983 au Congrès de Malte une nouvelle catégorie de membres adhérents dits "membres amis". L'article 7 des statuts alors adoptés par le congrès considérera comme membres amis "les organismes et organisations dont les activités recourent les préoccupations de la Fédération; non astreints à une cotisation annuelle ils peuvent aider au financement de la Fédération par une contribution volontaire de leur choix". (Bulletin FIOCES - Décembre 1983)

L'avenir montrera que cette formalisation de relations déjà existantes entre FIOCES et différentes organisations oeuvrant dans des domaines complémentaires ne modifiera pas d'une manière significative les moyens d'action de la FIOCES -la contribution financière "volontaire" de quelques organisations la FIYTO par exemple- n'ayant en aucune façon augmenté de façon significative les ressources budgétaires de la Fédération.

Du 30 octobre au 3 novembre 1978, la FIOCES soucieuse d'affermir ses positions en Asie, organise à Jaïpur, Inde, avec le soutien logistique d'une organisation membre

en Inde, l'Indian Concil for International Amity, un Congrès extraordinaire consacré à l'extension et à l'amélioration des échanges scolaires et éducatifs entre les pays d'Asie et les autres régions. Elle le tient parallèlement à un Séminaire régional asiatique consacré à la mise en oeuvre de la Recommandation de 1974 de l'UNESCO concernant l'éducation pour la compréhension internationale, la coopération et la paix, séminaire dont l'UNESCO lui a confié l'organisation et la conduite.

La participation à cette rencontre, aux côtés de 27 représentants d'organisations membres de la FIOCES, de 8 délégués experts de problèmes d'échanges éducatifs recommandés à l'UNESCO par 8 Commissions nationales asiatiques et de 8 autres représentants ou de Commissions nationales (Grande-Bretagne - Inde - Suède) ou d'Organisations internationales d'enseignants explique sans doute la réussite particulière d'un événement dont la FIOCES soulignera à plusieurs reprises les aspects positifs:

- consolidation des liens déjà existants entre organisations membres européennes et asiatiques;
- meilleure connaissance des moyens respectifs des uns et des autres;
- reconnaissance par les autorités éducatives des pays représentés au séminaire de l'action éducative des organisations membres privées;
- confirmation, s'il en était encore nécessaire, de l'excellence des relations FIOCES/ UNESCO.

En 1979 la FIOCES célèbre, à la Maison de l'UNESCO, le 50ème anniversaire de sa création. Une exposition organisée au Centre National de Documentation Pédagogique, 29 rue d'Ulm, rappelle les premières initiatives puis les développements d'un mouvement qui touche maintenant des milliers d'adolescents et, à un moindre degré sans doute, de jeunes adultes; les chiffres de mise en relation des jeunes bénéficiaires des quelque 80 Bureaux de correspondances et d'échanges alors affiliés ont augmenté d'année en année; les procédures d'inscription sur feuilles normalisées pouvant être échangées entre bureaux ont facilité les mises en relations et le recours à l'ordinateur par plusieurs Bureaux a encore multiplié les possibilités d'action.

En liant "Voyages, Echanges et Correspondances au service de l'amitié internationale", thème du Concours de dessins qu'elle a organisé à l'occasion de cette



Séance inaugurale (16 octobre 1979) du Congrès à la Maison de l'UNESCO, célébrant son 50ème anniversaire

commémoration, la FIOCES consacre 50 années d'initiatives prises dans les domaines complémentaires des échanges de correspondances et des échanges de visites (ou individuelles ou groupées).

La présence à la séance inaugurale de ce congrès de Mme KHAWADJKEE, de la section des Ecoles Associées de l'UNESCO, consacre également la collaboration à l'oeuvre entre UNESCO et FIOCES; la présence de responsables du Ministère français de l'Education témoigne encore à cette date de l'intérêt de celui-ci pour le travail accompli par la Fédération et ses organisations membres dont le nombre s'accroît encore, surtout en Asie (Corée du Sud - Népal - Pakistan) et en Afrique (Sénégal - Madagascar - Maroc).

Les premières années de la décennie suivante -1980-1990- sont pour la FIOCES très encourageantes : les rencontres ouvertes sur des collaborations possibles se succèdent à la satisfaction apparente de tous.

Le 17 décembre 1980, la FIOCES réunit à Paris autour de la recommandation 897/1980 de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux visites éducatives et échanges d'écoliers entre les pays d'Europe 26 personnes de 7 pays européens différents (Autriche - Belgique - Espagne - France - Grande-Bretagne - Grèce - Italie - Pays-Bas).

La discussion est l'occasion pour les participants de préciser les positions respectives des Ministères d'Education quant aux échanges et voyages scolaires (réalisés pendant la période scolaire) et quant aux visites éducatives (voyages et séjours différents linguistiques ou culturels) accomplis pendant les vacances scolaires. La participation conjointe à cette rencontre du chef de la section de l'Education pour la compréhension internationale et la paix de l'UNESCO (M. KIM), du chef de la division scolaire au Conseil de l'Europe (M. STOBART) aux côtés des représentants FIOCES et de fonctionnaires du Ministère français de l'Education nationale révèle l'intérêt et la conjonction des efforts de tous pour un élargissement et une valorisation des échanges scolaires et éducatifs.

Du 19 au 23 avril 1982, la Fédération, après de longs pourparlers avec les autorités éducatives espagnoles -Office d'éducation hispano américain et Direction générale de la jeunesse-, organise à Ajijic, Jalisco, Mexique, un Séminaire hispano américain qui se propose de répéter pour la région Amérique latine et Caraïbes l'opération si réussie de Jaïpur en 1978.

25 participants venus de 12 pays différents, dont 9 d'Amérique du Sud, y ont discuté des possibilités de coopération dans le domaine des échanges scolaires et éducatifs entre pays d'Amérique latine et Caraïbes, et entre ces pays et d'autres continents. Mais, en l'absence d'une aide financière de l'UNESCO assurant le voyage de représentants de commissions nationales d'Amérique latine et des Caraïbes (comme cela avait été le cas pour le séminaire de Jaïpur), les suites de cette rencontre furent moins positives que celles de la rencontre asiatique de 1978.

## 1983-1993 : INQUIETUDES NOUVELLES

En 1983, la Fédération connaît de nouveau des problèmes d'ordre administratif et financier, liés aux changements de structures intervenus au Centre National de Documentation Pédagogique, Mme Andrée ELMARY, qui assurait le secrétariat administratif de la Fédération depuis 1975, doit désormais assurer en priorité la responsabilité du Service français de CSI (la titulaire Mme MINEO, en retraite, n'ayant pas été remplacée). Il apparaît donc nécessaire de recruter de nouveau une secrétaire dactylo pour assurer une partie du travail administratif spécifique à la Fédération. Par ailleurs le Bulletin annuel qui avait été imprimé gratuitement par le Centre ne l'est plus.

Les conséquences de ces dispositions nouvelles sur la politique future de la Fédération à l'égard d'Organisations privées ou d'Organismes ministériels oeuvrant dans les pays en voie de développement sont importantes: la générosité financière des pays d'Europe occidentale a permis d'affilier depuis 1975 des organisations privées ou organismes officiels en Afrique ou en Asie incapables de s'acquitter des cotisations prévues par les statuts; elle a également permis d'accorder des bourses de voyage à des représentants de ces mêmes organismes ou organisations désireux de participer aux Congrès biennaux ou extraordinaires organisés par la Fédération.

De 1983 à 1985 les inquiétudes d'ordre financier vont de nouveau obérer les projets initiés par la Fédération, en particulier ceux préparés dans le cadre de la célébration en 1985 de l'Année Internationale de la Jeunesse; il faudra renoncer notamment au projet de participation par des jeunes bénéficiaires des échanges scolaires au Congrès biennal de la Fédération à Madrid en avril 1985.

A ces préoccupations d'ordre financier s'ajouteront en 1986-1987 des problèmes d'ordre structurel: l'absence pendant près d'un an de Andrée ELMARY victime d'un accident de la route, son départ à la retraite en novembre 1987 pour raisons de santé, les suppressions de postes de travail qui interviennent dans le Service français de CSI rendent difficile le travail du secrétariat FIOCES lié structurellement au Service français de CSI et à l'Etablissement public, le CNDP, qui s'était engagé en 1975 à l'assurer.

En l'absence à la rentrée scolaire de 1988 d'une structure officielle assurant le service français de CSI et le secrétariat de la FIOCES, Andrée ELMARY, Secrétaire générale depuis 1985, s'efforce de traiter le maximum des demandes qui parviennent rue d'Ulm et d'assurer en liaison constante avec A.H. MALE, Directeur du Central Bureau for Educational Visits and Exchanges, Londres, U.K., nouveau président de la FIOCES élu en 1987 à Londres, le secrétariat administratif de la Fédération.

Le "partage des tâches" qu'elle préconise à chacune des rencontres au cours des années qui suivront permettra à la Fédération de mener à bien, au moins jusqu'en 1991, une

partie des projets envisagés lors des derniers congrès (Madrid 1985, Londres 1987):

- participation au Colloque du Conseil de l'Europe tenu à Exeter, U.K., sur le recours aux technologies modernes dans l'établissement de relations entre écoles (sur proposition au conseil de l'Europe de P. CARPENTER qui avait représenté la FIOCES au colloque du conseil de l'Europe sur le thème du "Monde dans la classe");
- participation au Séminaire de l'UNESCO tenu à Malte en décembre 1987 sur les échanges de personnels de l'Education (le document de travail a été préparé par A.H. MALE, Directeur du Central bureau, président de la FIOCES);
- préparation et publication par Livio TONSO, Directeur de l'International Pen Friend Service, Ivrea, Italie, membre du comité exécutif de la FIOCES, d'un répertoire international des services de correspondance internationale affiliés ou non à la FIOCES.

En mai 1988, la FIOCES tient à la demande de ses organisations en Asie et sur invitation expresse de son organisation membre au Japon -l'Association of Penfriends Clubs of Japan- un Congrès extraordinaire sur les perspectives de développement des échanges de correspondances et de visites entre jeunes des pays d'Asie, et entre ceux-ci et jeunes d'autres pays d'autres continents. Ce congrès placé sous le signe de la Décennie Mondiale du Développement culturel décidée par les Nations-Unies en 1986 "marque la volonté de la FIOCES de déplacer son cercle d'action et d'influence trop souvent européen vers d'autres continents et de pratiquer d'une manière concrète ce dialogue des cultures et cette mise en commun des savoirs et des idées qui sont la raison d'être de ses organisations membres". (Bulletin FIOCES, décembre 1988)

24 délégués venus de 11 pays différents ont participé à cette rencontre organisée par l'Association of Penfriends Clubs of Japan (dont un responsable M. SHIGEAKI Kokubo a été élu vice-président de la FIOCES en 1987) avec l'assistance du Ministère des Postes et des Télécommunications du Japon. Devant les difficultés que présentent encore pour les jeunes asiatiques les échanges de visites individuelles, il apparaît à tous les participants que les organisations membres oeuvrant en Asie doivent d'abord consacrer leurs efforts aux échanges de correspondances.

Dans cette optique, il apparaît aussi à tous que, à l'exemple de Livio TONSO de l'International Penfriend Service, IVREA, Italie et de Wayne et Mary DANKERT, responsables du Student Letter Exchange Service -Waseca, Minnesota-USA, il serait utile de recourir à l'ordinateur pour la saisie et le traitement des demandes de correspondants étrangers. L'Association of Penfriends Clubs of Japan rejoindra très vite ce premier réseau de bureaux FIOCES informatisés susceptibles de satisfaire un nombre toujours plus grand de candidats à un échange de correspondances avec un jeune étranger.

Du 22 au 25 octobre 1989, la FIOCES célèbre à Paris, au cours de son Congrès bienal, le 60ème anniversaire de la création par l'Institut International de coopération intellectuelle, du Comité permanent de la CSI, ancêtre direct de la Fédération.

La Secrétaire générale, A. ELMARY, en rappelant les objectifs théoriques définis en 1929 par le président élu de ce comité permanent, Charles-Marie GARNIER, et les bases pratiques de la collaboration que le professeur RENFIELD de la Modern Language Association-U.K. souhaitait voir s'établir entre les bureaux membres -8 à l'époque- en souligne la "surprenante" actualité et invite les délégués présents (28 de 8 pays différents) à une recherche commune des moyens les plus propres à servir ces objectifs en 1990 et à une intensification de la collaboration indispensable à la réussite de leur action.

L'échange rapide de listes de noms et adresses de candidats aux échanges de correspondances ou de visites, la communication d'informations sur les possibilités de séjours ou d'études à l'étranger, peuvent aujourd'hui bénéficier des moyens modernes de communication, et les Organisations membres qui se sont dotées de matériel informatique sont invitées à faire part de leur expérience en ce domaine. 3 organisations membres en 3 pays différents (Italie, USA, Japon) collaborent déjà par voie informatique (International Penfriend Service en Italie; Student Letter Exchange aux USA; Association of Penfriends Clubs of Japan au Japon) et peuvent témoigner des aspects positifs (gains de temps, de place; contrôle des appariements réalisés).

L'informatisation des bureaux de CSI apparaissant comme la solution aux problèmes de personnel rencontrés par les services ministériels de CSI (à commencer par le Service français de CSI, M. DEMARIGNY, du service des Relations internationales au CNDP, propose d'étudier en liaison avec les représentants FIOCES en Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, les possibilités d'informatisation du réseau CSI/FIOCES, et d'un recours possible à la télématique.

C'est au Congrès biennal suivant -à Strasbourg du 23 au 25 octobre 1991- que seront présentés, par 2 fonctionnaires du Ministère de l'Education nationale, et discutés, par les représentants des organisations membres, les procédures possibles d'appariement par voie informatique ou télématique (lorsque l'élève peut accéder lui-même au Minitel de l'établissement scolaire).

Les problèmes divers de format, de coût, de protection des données informatisées, de leur échange entre organisations membres de la FIOCES, abordés et discutés au cours de la journée du 25 octobre 1991 entièrement consacrée à cette question, devront être, de l'avis de tous, réétudiés en vue d'une détermination précise des procédures de collaboration entre organisations membres intéressées.

Le Comité technique de la FIOCES, composé de MM. NOMA (Japon), TONSO (Italie), DANKERT (USA), membres de la FIOCES et de M. Denis BALLINI, du Centre National de Documentation Pédagogique qui a étudié le projet en liaison et avec la participation financière de la Direction de l'Information et de la Communication du Ministère français de l'Education nationale, devra donc se réunir aussi rapidement que possible pour étudier chacun des problèmes posés par ces perspectives nouvelles de collaboration.

Le Congrès biennal de 1993, dont les dates ne sont pas encore arrêtées au moment où ces lignes sont rédigées (février 1993), dira si ce Comité technique a pu, d'une part se réunir, d'autre part concilier des points de vue quelque peu différents sur les conditions dans lesquelles pourront s'effectuer les échanges et la circulation des données informatisées recueillies puis transmises à un serveur central par les organisations membres.

L'affaire n'est pas simple...

Elle est d'autant moins simple que la FIOCES a «perdu» en 1992 le Secrétaire général élu en 1991 à Strasbourg (en remplacement de Andrée ELMARY) et qu'elle n'a pas obtenu du CNDP l'assurance que la convention qui lui assurait un local et les services administratifs serait reconduite.

L'affaire est à suivre...



Réception à l'Hotel de Ville  
de Paris - 24 octobre 1989



Mme A. Elmary (France)  
et M. H. Noma (Japon)

## CONCLUSION

Au terme de ce survol historique, il apparaît nettement que les crises qui secouent de temps à autre la Fédération Internationale des Organisations de Correspondances et d'Echanges Scolaires ont leur origine dans le statut ambigu de cette dernière: organisation non gouvernementale au regard de l'UNESCO, elle a longtemps bénéficié, en raison de sa contribution à l'enseignement des langues et des civilisations étrangères, de la caution et de l'appui financier de plusieurs ministères d'Education, et plus particulièrement du Ministère français d'Education nationale.

Son histoire s'est d'ailleurs souvent confondue avec celle du bureau français de CSI (CNDP 29 rue d'Ulm, Paris 5ème) qui en fut longtemps l'élément moteur et coordonnateur. C'est près de lui (ou plus précisément près de l' Etablissement Public, Musée pédagogique d'abord, Centre national de documentation pédagogique ensuite, qui l'hébergeait, puis l'a ensuite intégré) qu'elle a trouvé le SIEGE que la dissolution de l'Institut International de Coopération Intellectuelle lui faisait perdre rue Montpensier. C'est dans son ombre encore qu'elle reçut en 1975, alors que sa survie même semblait en danger, l'aide en personnel et en logistique indispensables à son fonctionnement. Chacun à l'intérieur de la FIOCES -président, membres du Comité exécutif, responsables d'organisations membres- s'accorde à reconnaître l'aide exemplaire du CNDP (et par lui du Ministère français d'Education nationale) à la cause des échanges (scolaires et éducatifs) mais, dans le même temps, réalise combien cette forme de dépendance à l'égard d'un organisme gouvernemental -dont les priorités en 1990 sont différentes de celles des années 1970-1980- obère le dynamisme d'une organisation qui, regroupant des organismes d'Etat et des organisations privées, devrait pouvoir trouver d'autres contributions, d'autres forces que celles, occasionnelles, circonstancielles, d'un organisme gouvernemental. Il y a là, pour les années à venir, un vrai défi à relever...

Il apparaît aussi que le désintéressement (ou pour quelques-uns le désengagement) apparent ou réel des ministères autrefois présents (et pas seulement sous forme de contribution financière) dans la Fédération -ministères français, allemand, italien, espagnol, donc européens- résulte de l'officialisation de programmes d'échanges scolaires initiés par la Fédération; les échanges d'établissements scolaires -appariements-, les échanges d'assistants de langues vivantes, les échanges d'enseignants ou de personnels de l'Education nationale font désormais l'objet d'accords bilatéraux parfaitement structurés que les Communautés Européennes ont complété par un large éventail de programmes au service de l'enseignement des langues vivantes ou de la communication (Lingua par exemple).

Il apparaît par ailleurs que les séjours dits éducatifs -culturels ou linguistiques- qui avaient retenu l'attention de la FIOCES à l'époque où, aux côtés des organisations non gouvernementales de jeunesse réunies sous l'égide de la Division de La Jeunesse

de l'UNESCO, elle se pensait pouvoir orienter le développement dans le sens, non du profit financier, mais du profit intellectuel et moral, sont désormais entre les mains d'organisations qui, ayant parfaitement ciblé leurs objectifs et leur clientèle, conservent la faveur de parents désireux de donner à leurs enfants ce "plus" éducatif que constitue un séjour, en milieu scolaire et familial, à l'étranger.

Les derniers congrès FIOCES l'ont nettement montré: s'il est un secteur privilégié pour la Fédération et ses Organisations membres, c'est bien celui de l'échange individuel de correspondances. Il est actuellement celui qui est le plus souvent manifesté par un nombre toujours croissant de jeunes désireux de savoir, d'échanger idées, cadeaux, visites. Il est celui qui dépend le moins (je ne dis pas qu'il n'en dépend pas) des contingences politiques ou économiques. Il est celui qui pourrait être satisfait aux moindres frais si un organisme fédérateur disposait des équipements nécessaires à la communication rapide avec les organisations membres. Certains d'entre nous pensent que le soutien logistique ou financier pourrait venir des ministères des Postes et Télécommunications (à l'exemple du Japon où l'Association of Pen friends clubs of Japan a grandi et prospéré dans le cadre de ce ministère) ou des sociétés d'équipements informatique et de télématique. Le recours au "sponsoring" a été évoqué par les plus jeunes d'entre nous -une formulation moderne pour la recherche de partenaires susceptibles de s'associer à un mouvement d'échanges auquel les tensions raciales, religieuses, idéologiques encore à l'oeuvre entre les Etats les peuples, redonnent, s'il en était besoin, le caractère de nécessité qu'il avait au début du siècle.



La séance d'ouverture du Congrès à Malte: Mme Libot (F), M. Majault (F), Mr Platt (GB), Mme Elmary (F), Mr Tesdell (USA) 24 octobre 1983



Mme A. Elmary (F), Mr A. H. Male (GB), Mme O. Libot (F) Congrès de Londres, 1987

## ANNEXE I

### LES CONGRES ET LES REUNIONS DU COMITE PERMANENT (1946-1966) PUIS DU COMITE EXECUTIF (1966-1991)

“Si nos congrès n’ont pas l’aspect spectaculaire de ceux qui meublent la grande salle de l’UNESCO, c’est qu’en effet ils ne comprennent qu’un représentant par bureau-membre, mais s’il nous était possible de réunir tous les jeunes qui font appel à nos organisations et qui se chiffrent chaque année par centaines de milliers, le plus grand stade du monde n’y suffirait pas.”

Jacques DAMANTY, Paris, 1967

Les Congrès et les réunions des Comités permanents au exécutifs, par leur régularité et la représentativité des bureaux et organisations affiliées, témoignent de la vitalité de la Fédération. Ils sont l’occasion pour les Organisations-membres d’une mise en commun de leurs activités et expériences et pour le Comité exécutif et le Secrétariat d’une possibilité d’information sur les projets d’enquêtes et de rencontres susceptibles de servir les objectifs de la Fédération.

De 1946 à 1966 les Congrès sont triennaux, les réunions du Comité permanent annuelles.

- 16-18 décembre 1946: 1er Congrès des directeurs des bureaux nationaux Paris, Musée pédagogique, 29 rue d’Ulm.
- 23-24 octobre 1947: Réunion du Comité permanent - Paris.
- 31 mars - 1er avril 1950: 2<sup>ème</sup> congrès triennal: Congrès jubilaire - Paris.
- 26-27 octobre 1951: Réunion du Comité permanent - Paris.
- 30-31 octobre 1953: 3<sup>ème</sup> Congrès triennal - Paris.
- 30 octobre 1954: Réunion du Comité permanent - Paris.
- 2-4 novembre 1956: 4<sup>ème</sup> congrès triennal - Hôtel des jeunes La Haye Scheveningen - Pays-Bas. Présidé par François Closset.
- 31 octobre 1957: Réunion du Comité permanent - Paris.
- 19 septembre 1958: Réunion du Comité permanent - Bruxelles.
- 30-31 octobre 1959: 5<sup>ème</sup> congrès triennal. Présidé par François Closset.
- 27-28 octobre 1960: Réunion du Comité permanent - Londres.
- 29-30 octobre 1962: 6<sup>ème</sup> congrès triennal - Munich, RFA. Présidé par Irène Gottheff.
- 21-23 octobre 1963: Réunion du Comité permanent - Rome.
- 22-24 octobre 1964: Réunion du Comité permanent - Vienne.

- 28-30 octobre 1965: 7<sup>ème</sup> congrès triennal. Elections au bureau exécutif - Maison de l'UNESCO - Paris. Présidé par Olov Vidaeus.

- 27-29 octobre 1966: Congrès extraordinaire de Madrid sous la présidence de Olov Vidaeus. Vote de nouveaux statuts.

De 1967 à 1991: Les Congrès sont biennaux. Les réunions du Comité exécutif sont annuelles ou bi-annuelles.

- 19-21 octobre 1967: Congrès Biennal, Lidingö, Stockholm, Suède, à l'invitation du Comité Central suédois pour les échanges internationaux et sous la présidence de Olov Vidaeus, Suède.

- 12-13 novembre 1968: Réunion du comité permanent - Paris.

- 25-29 décembre 1968: à Bombay - Inde. 1<sup>ère</sup> conférence régionale asiatique à l'invitation de Shri Radha Raman, et sous la présidence de Marcel Boin.

- 16-18 octobre 1969: Congrès du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la Fédération, Bruxelles - Belgique, à l'invitation de A. Peeters et de M. BOIN et sous la présidence de O. Vidaeus.

- 26-27 octobre 1970: Réunion du Comité permanent - Paris.

- 19-21 octobre 1971: Congrès Biennal, New-York, à l'invitation de l'Association for World Travel Exchange et sous la présidence de Robert Tesdell.

- 30-31 octobre 1972: Réunion du Comité permanent - Paris.

- 5- 7 octobre 1973: Congrès Biennal, Portsmouth - UK, à l'invitation de Mrs B.

Lang et sous la présidence de James Platt.



Congressistes à Portsmouth, UK, 1973

- 4-7 juin 1975: Congrès Biennal, Vienne, à l'invitation du Dr Johann Scharf et sous la présidence de James Platt.

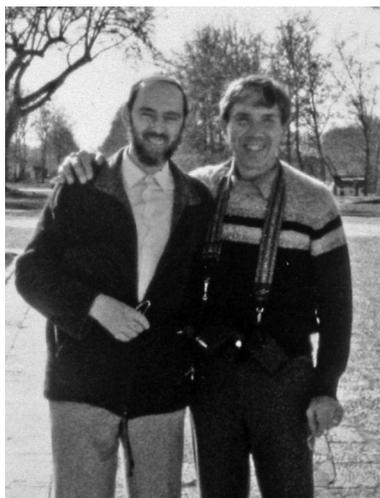
- 28 avril 1976: Réunion du comité exécutif - CNDP - Paris, à l'invitation

de J. Majault, Secrétaire général sous la présidence de J. Platt.

- 25 février 1977: Réunion du Comité exécutif - CNDP - Paris, à l'invitation de J. Majault, Secrétaire général sous la présidence de J. Platt.

- 13-16 juin 1977: Congrès Biennal - Londres, à l'invitation du Central Bureau et sous la présidence de J. Platt.
- 25 novembre 1977: Réunion du Comité exécutif - CNDP - Paris, à l'invitation de J. Majault, Secrétaire général et sous la présidence de J. Platt.
- 31 mars 1978: Réunion du Comité exécutif - CNDP - Paris, à l'invitation de J. Majault, Secrétaire général et sous la présidence de J. Platt.
- du 31 octobre au 3 novembre 1978: Congrès extraordinaire Jaïpur - Inde, à l'invitation de A. Gupta et sous la présidence de J. Platt.
- 16 février 1978: Réunion du Comité exécutif - Paris, à l'invitation de J. Majault, Secrétaire général et sous la présidence de J. Platt.
- 16-19 octobre 1979: Congrès du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Fédération - Paris, maison de l'UNESCO, à l'invitation du Bureau français de CSI et de la Société française pour le développement de la CSI, Paris, et sous la présidence de J. Platt.
- 17 décembre 1980: Réunion du Comité exécutif - Paris.
- 15 mai 1981: Réunion du Comité exécutif - Paris, à l'invitation de J. Majault, Secrétaire général et sous la présidence de J. Platt.
- 4-7 novembre 1981: Congrès Biennal - Edinburgh - UK, à l'invitation du Central bureau for Educational Visits and Exchanges, Scottish Branch et sous la présidence de J. Platt.
- 26 février 1982: Réunion du Comité exécutif - Paris, à l'invitation de J. Majault, Paris, Secrétaire général et sous la présidence de J. Platt.
- 19-26 avril 1982: Congrès extraordinaire d'Ajjic - Mexique, sous la présidence de J. Platt.
- 26 novembre 1982: Réunion du Comité exécutif - Paris, à l'invitation de J. Majault, Secrétaire général et sous la présidence de J. Platt from UK.
- 22 avril 1983: Réunion du Comité exécutif - Paris, à l'invitation de J. Majault, Secrétaire général et sous la présidence de Robert Tesdell, U.S.A., FIOCES Vice-Président.
- 24-29 octobre 1983: Congrès Biennal - Pieta - Malte, à l'invitation de l'International Correspondence Club - Albert Rutter Director et sous la présidence de J. Platt.
- 4 mai 1984: Réunion du Comité exécutif, CRDP - Paris, à l'invitation de J. Majault, Secrétaire général et sous la présidence de J. Platt.
- 14-18 avril 1985: Congrès Biennal - Madrid, à l'invitation de l'Institut de la Jeunesse, Ministère de la Culture et sous la présidence de J. Platt. Participation: 40 représentants de 11 pays différents.

- 25 octobre 1985: Réunion du Comité exécutif, CRDP - Paris, à l'invitation de A. Elmary, Secrétaire général et sous la présidence du Dr Rinke - RFA, en l'absence de J. Platt.
- 25 avril 1986: Réunion du Comité exécutif, CRDP - Paris, à l'invitation de A. Elmary, Secrétaire général et sous la présidence de J. Platt.
- 5 décembre 1986: Réunion du Comité exécutif, CRDP - Paris, à l'invitation de A. Elmary, Secrétaire général.
- 12-15 avril 1987: Congrès Biennal, Londres - UK, à l'invitation du Central Bureau et sous la présidence de J. Platt. Participation: 30 délégués de 9 pays différents.
- 15 janvier 1988: Réunion du Comité exécutif, CRDP - Paris, à l'invitation de A. Elmary, Secrétaire général.
- 24-26 mai 1988: Congrès extraordinaire de Tokyo - Japon, à l'invitation de l'Association of Pen Friends Clubs of Japan et sous la présidence de A. H. Male, Président.
- 20 octobre 1988: Réunion du Comité exécutif, CRDP - Paris, à l'invitation de A. Elmary, Secrétaire général.
- 10 mars 1989: Réunion du Comité exécutif, CRDP - Paris, à l'invitation de A. Elmary, Secrétaire général.
- 22-25 octobre 1989: Congrès Biennal (60<sup>ème</sup> anniversaire de la Fédération) FIAP - Paris, à l'invitation de A. Elmary, Secrétaire général. Participation: 28 participants de 8 pays différents.



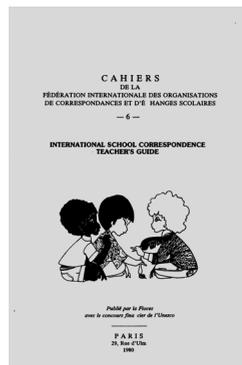
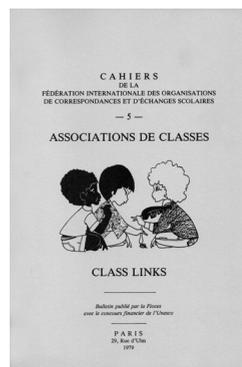
Livio Tonso et Wayne J. Dankert à Aranjuez (Espagne, pendant le Congrès de Madrid, 1985)

- 23-25 octobre 1991: Congrès Biennal, CRDP - Strasbourg, à l'invitation de A. Elmary, Secrétaire général.
- 12-15 avril 1993: Congrès Biennal, Londres - UK, à l'invitation du Central Bureau et sous la présidence de A. H. Male, Président.
- 7-10 mai 1995: Congrès Biennal, Ivrea - Italie, à l'invitation de L. Tonso, Secrétaire général et sous la présidence de W. J. Dankert, Président.
- 1-2 mai 1997: Congrès Biennal, Palais de l'O.N.U., New York - U.S.A., à l'invitation de W. J. Dankert, Président.

## ANNEXE II

### LES PUBLICATIONS DE LA FIOCES

- Une publication régulière: le Bulletin.
  - De 1930 à 1939: le Bulletin de la Correspondance Scolaire Internationale - 11 numéros (publication du Comité Permanent).
  - 1946, 1947, 1950: 3 premiers Bulletins de la nouvelle FIOCES.
  - Ensuite, annuel: de 1954 à 1959.
  - Puis semestriel: de 1960 à 1973.
  - Puis de nouveau annuel de 1974.
- Des publications occasionnelles sur des thèmes ayant motivé réunions et enquêtes.
  - La CSI au service de l'enseignement, 1955. Editions anglaise, française, allemande, espagnole, italienne.
  - Pour un échange international de correspondance entre jeunes adultes, 1955. Editions anglaise, française, allemande, espagnole, italienne.
  - La correspondance scolaire internationale moyen de connaissance et de compréhension - 1969.
  - Les échanges scolaires - leur rôle dans l'éducation, 1981.
  - School exchange - its role in education, 1984. (Etude réalisée et publiée à la demande de l'UNESCO).
- Et une série de Cahiers initiée en 1949, interrompu pour des raisons financières en 1956, et reprise en 1979.
  - 1 La correspondance scolaire internationale - 1949.
  - 2 Les séjours à l'étranger - 1950.
  - 3 Echanges internationaux de correspondance entre jeunes adultes / International exchange of correspondence between Young Adults - 1954.
  - 4 International Scholastic correspondence - A guide book 1956.
  - 5 Associations de classes - Class links 1979.
  - 6 Guide pédagogique de la CSI - 1980
    - Version anglaise: A teacher's guide to ISC.
    - Version espagnole: Guia pedagógica de la CSI.



Le BULLETIN demeure, à côté de feuilles d'information ou de Lettres de Nouvelles publiées à certaines époques, l'organe de liaison et d'information que la Fédération a tenu à publier, même aux heures les plus noires.

Les deux collections reliées actuellement existantes, l'une près du secrétariat, l'autre près de la Présidence, permettent de suivre l'évolution de la Fédération et de ses organisations-membres.

Les bulletins successifs rapportent en effet:

- sur les réunions - celles des congrès, ordinaires ou extraordinaires, celles des comités permanents, puis exécutifs élus;
- sur les diverses démarches ou initiatives prises par le secrétariat en exécution des Décisions et Recommandations prises par le congrès;
- sur les participations de la Fédération aux divers programmes ou rencontres des organisations intergouvernementales UNESCO, Conseil de l'Europe par exemple, ou non gouvernementales - Fédération d'Enseignants FIPLV - CMOPE.

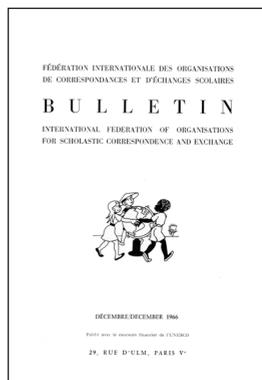
On peut également y trouver des extraits ou la totalité d'interventions ou de documents de travail produits par le secrétariat ou les organisations-membres sur les sujets mis à l'ordre du jour des réunions.

L'ensemble, ou plutôt la suite, de ces divers documents permet donc de revivre la longue histoire du mouvement, de ses ambitions, de ses projets, de ses espoirs, mais aussi de ses déceptions et de ses inquiétudes devant la tâche à accomplir et la limite des moyens humains et financiers à sa disposition.

Le Bulletin comprend aussi une chronique qui apporte des renseignements, utiles pour l'historien des échanges éducatifs internationaux, sur les initiatives -réunions, publications, projets- de diverses institutions internationales ou nationales -portées à la connaissance du secrétariat administratif de la Fédération par voie de presse (Unesco - Conseil de l'Europe - ONGS - etc.).

Le Bulletin comprend également, et ce n'est pas le moindre de ses intérêts, les rapports d'activité des bureaux ou organisations-membres. Ceux-ci s'engagent, lors de leur adhésion, à fournir à l'appel du secrétariat, un compte rendu, quantitatif et qualitatif, de leurs activités.

Le secrétariat, à plusieurs reprises, a rappelé cet engagement et insisté sur la nécessité de rapports "qualitatifs"-le quantitatif (par exemple nombre de mises en relations de correspondance, nombre de "nuitées" passées hors des frontières) n'étant qu'un indicateur insuffisant de l'activité des bureaux membres; les rapports annuels devraient toujours -c'est du moins le souhait des Secrétaires Généraux- refléter et les besoins, et les possibilités d'action et de collaboration des bureaux et organisations-membres.



### ANNEXE III

#### LA COOPERATION AVEC L'UNESCO

Dès leur première réunion de décembre 1946, les directeurs des bureaux nationaux de la CSI reconstituée en Fédération Internationale des Organisations de Correspondances et d'Echanges Scolaires (FIOCES) ont manifesté leur désir d'apporter à l'oeuvre, que la toute nouvelle organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) venait d'inaugurer à Paris, la contribution que le Comité permanent de la CSI avait apportée à l'ex Institut International de Coopération Intellectuelle de 1929 à 1945. Il leur paraissait en effet "évident que l'activité des organisations de CSI et d'autres échanges scolaires s'insérait organiquement dans le programme d'éducation internationale préconisé par l'UNESCO et qu'en conséquence notre Fédération devrait établir les mêmes rapports intimes avec la nouvelle organisation de coopération intellectuelle qu'elle avait avec l'ancienne". (Bulletin de la FIOCES - 1946 - p. 8)

Le délégué de l'UNESCO présent à cette réunion, M. J. GUITTON, prenait bonne note de cette intention -certes honorable mais pas totalement désintéressée-, assurait bien sûr les directeurs présents de l'intérêt de l'Organisation pour la nouvelle FIOCES, suggérait quelques pistes de collaborations éventuelles (la participation par exemple de Céesistes au fonctionnement des clubs de relations internationales dont l'UNESCO avait l'intention de provoquer la création), mais il ne pouvait assurer ses interlocuteurs de la conclusion rapide de l'accord formel qu'ils souhaitaient si ardemment.

Cet accord interviendra le 2 juin 1948 lorsque la FIOCES sera admise "au bénéfice des arrangements dits consultatifs"; il sera confirmé en 1962 lorsque la FIOCES obtiendra le statut d'ONG de catégorie B (relations de consultation et d'information).

C'est dans le cadre de cet accord que la FIOCES apportera à l'UNESCO les collaborations que celle-ci voudra bien, par l'intermédiaire de ses sections spécialisées -Education - Jeunesse- lui confier, le plus souvent à la suite de réunions auxquelles assisteront alternativement, en fonction de leurs disponibilités, le secrétaire général ou le secrétaire administratif.

\*

Le premier exemple significatif de cette collaboration reposant sur un contrat bilatéral est celui de l'Enquête sur l'extension souhaitée du bénéfice de la correspondance internationale aux jeunes non scolaires menée de 1951 à 1956 par la FIOCES. Paul BARRIER, Secrétaire général, qui avait participé aux premières conférences des représentants des Organisations de jeunesse en 1949, 1950, 1951, avait rapporté à ses collègues des autres ONGS, concernées par les questions d'échanges entre jeunes, la demande croissante de jeunes non scolaires (jeunes adultes déjà engagés dans

la vie professionnelle) pour des échanges de correspondances suivis éventuellement d'échanges de visites.

Cette extension souhaitable du mouvement initié par la CSI présentait toutefois pour la FIOCES des difficultés d'ordre statutaire et éthique: d'une part, l'objet propre de la Fédération était d'aménager des contacts entre étudiants et scolaires de pays différents; d'autre part, la mise en relation de jeunes adultes à des fins de correspondances d'abord, de visite ensuite ne présentait pas les garanties "d'ordre intellectuel et moral" qu'assurent les enseignants dans le dispositif scolaire. La caution et l'aide de l'UNESCO s'avéraient donc nécessaires pour la poursuite de ce projet.

Paul BARRIER ayant obtenu le soutien de ses collègues d'autres ONGS de jeunesse, une résolution -Résolution n° IV- fut votée en novembre 1950 et l'UNESCO confia à la FIOCES en 1952 le soin de procéder à une enquête sur la possibilité d'étendre les correspondances internationales à la jeunesse ne fréquentant plus les écoles et, en particulier, aux jeunes travailleurs et industriels.

Les résultats de cette enquête, longue et minutieuse, conduite par le secrétaire administratif, M. LAJTI, furent présentés à la 4ème réunion consultative des représentants des organisations internationales de jeunesse organisée à l'UNESCO les 23-28 février 1953; et devant l'intérêt manifesté par les diverses organisations de jeunesse consultées, il fut demandé à la FIOCES d'établir, à titre d'expérience, un service international d'information et de liaison en vue de faciliter la mise en oeuvre des échanges de correspondances entre jeunes adultes. Selon l'extension que ce mouvement prendrait, on pourrait décider si, et sous quelle forme, la création d'une organisation spéciale d'échanges internationaux de correspondances entre jeunes adultes devrait être envisagée.

Le bulletin de la FIOCES de décembre 1954 rend compte des inquiétudes de certains de ses membres concernant cette extension des responsabilités de la FIOCES à un secteur extra-scolaire:

"Nous n'ignorons pas que certains de nos membres n'ont pas vu sans quelque inquiétude cette extension au moins apparente de notre champ d'action. Il faut observer très justement que, constitutionnellement celui-ci est uniquement scolaire, que notre autorité tient pour une bonne part à la collaboration que les éducateurs veulent bien nous apporter et qu'il serait au moins imprudent d'aventurer cette autorité dans une action qui ne bénéficierait pas de garanties morales et pratiques aussi sûres." (Bulletin FIOCES de décembre 1954)

Mais tout aussitôt après, Paul BARRIER, secrétaire général, rappelle à ses collègues, directeurs de bureaux présents à la réunion, qu'il était difficile de ne pas répondre à la demande pressante de l'UNESCO - pour laquelle les activités en faveur des jeunes non scolaires sont également importantes. La subvention reçue de l'UNESCO depuis 1947 impose en effet à la Fédération certains devoirs de collaboration dans des domaines complémentaires de ses actions prioritaires - les échan-

ges de correspondances entre adultes, d'ailleurs arrangés par certains de ses bureaux membres, en sont un. Et par ailleurs, l'UNESCO est prête à relever la subvention ordinaire pour 1954 et 1955 d'un montant de 3 000 dollars, allocation extraordinaire devant permettre à la FIOCES de faire face à ces nouvelles responsabilités.

La FIOCES continuera donc d'encourager la mise en relation de correspondance de jeunes adultes -étudiants ou jeunes travailleurs- malgré les difficultés et les risques de l'entreprise - difficultés et risques qui ne cesseront de grandir avec le nombre grandissant des demandes en provenance des pays en voie de développement ou en proie aux déchirements internes.

Pour ce faire, elle accueillera dans ses rangs des organisations privées qui, conscientes de ces difficultés, de ces risques, s'efforcent de répondre, dans les limites de leurs possibilités -la demande dépassant toujours l'offre- à ce besoin toujours croissant, de contacts et d'échanges de toutes natures. Dans le même temps, le Secrétariat fédéral à Paris continuera à traiter aussi bien que possible les demandes qui lui seront transmises par l'UNESCO, un surcroît de travail non négligeable, contesté par certains, admis par d'autres, l'UNESCO n'accordant plus à la FIOCES l'aide financière qui dans les années 1955-1956 lui avait permis de prendre en charge cette extension de ses compétences et responsabilités.

Un second exemple hautement significatif de cette collaboration FIOCES/UNESCO est la contribution de la FIOCES au Projet majeur de l'UNESCO concernant l'appréciation mutuelle des valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident.

En 1957, le Comité permanent de la FIOCES décide d'apporter la contribution de la FIOCES à ce projet majeur en mettant sur pied des jumelages (appariements) entre des établissements d'enseignement secondaire occidentaux d'une part, et asiatiques de l'autre.

Après une première expérience tentée au Liban, dans l'Inde, au Japon et aux îles Philippines, le Secrétariat décide d'élargir l'initiative en sollicitant l'appui de l'UNESCO. Appui qui lui est accordé par décision du 11 août 1958 le directeur général de l'UNESCO décide d'inclure, dans le Système des Entreprises de Jeunesse Associées, le projet FIOCES d'appariements d'écoles occidentales et asiatiques, et d'allouer une aide spéciale pour l'exécution de ce projet.

Les bureaux nationaux de CSI de la Fédération ayant dans leur majorité -plus de 50 en quelque 20 pays- accepté de collaborer à ce projet, les appariements entre écoles occidentales et asiatiques se poursuivront jusqu'en 1966.

Le projet bénéficiera certes d'une aide financière de l'UNESCO mais aussi de l'appui de plusieurs commissions nationales en Asie, et de l'intervention personnelle d'un représentant, en mission en Asie, du département de l'Éducation de l'UNESCO près d'administrations centrales d'éducation nationale de ces pays.

La conjonction de tous ces efforts, y compris bien entendu de ceux des enseignants ayant accepté l'échange et des élèves y ayant participé dans un esprit de recherches

actives destinées à mieux connaître et à mieux faire connaître leur pays, leur culture, leurs valeurs, fera de ce projet une réussite certaine dont les enseignements et les retombées seront pour la Fédération d'un grand apport.

En effet, étalé sur près de 10 ans de 1956 à 1966, ce projet, exemplaire en tous points, permettra à la Fédération de pénétrer plus profondément dans une région où jusqu'alors elle n'avait été qu'imparfaitement représentée; il lui permettra surtout de mieux préciser les modalités dans lesquelles pourront s'exercer les échanges de lettres, de documents, de travaux divers à l'oeuvre dans ce qui constitue "une association de classe".

Dans le même temps -années 1960 - 1970- la FIOCES bénéficiera à plusieurs reprises des bourses de voyages aux cadres de mouvements de jeunesse et d'étudiants octroyées par l'UNESCO. Déjà de 1955 à 1958 des étudiants européens et africains participant au programme d'échanges de moniteurs de colonies de vacances (conduit par l'Office du tourisme universitaire à Paris - responsable: Mlle AVIET, et l'Association for World Travel Exchange - responsable: M. TESDELL) avaient bénéficié de ces bourses de voyages.

En 1965-1966, c'est un étudiant en droit de l'université de Tunis, M. TAOUFIK Maamouri, qui reçoit cette bourse par l'intermédiaire de la FIOCES qui l'a choisi parmi plusieurs candidats. Elle lui permet d'accomplir un voyage d'études de 3 mois au cours duquel il est accueilli par les bureaux affiliés à la FIOCES en France, Grand-Bretagne, Suède, Pays-Bas, Belgique, RFA et Italie.

Plus tard, entre 1975 et 1985, la FIOCES signera avec l'UNESCO plusieurs accords contractuels qui confirmeront l'excellence des relations à l'oeuvre entre les deux organisations.

En 1976 un contrat concernant une Etude sur le rôle des échanges scolaires dans l'éducation, qui confiée à Andrée ELMARY, professeur détaché par le CNDP dans les fonctions de secrétaire administrative et pédagogique de la FIOCES, sera éditée en deux versions, française et anglaise, et diffusée avec l'aide financière de la Société française pour le développement de la CSI (président: M. GRANDBOIS; secrétaire général: Mme GLAS).

En 1978, un contrat concernant la tenue à Jaïpur -Inde- d'un séminaire régional asiatique consacré à la mise en oeuvre de la recommandation de l'UNESCO concernant l'éducation pour la compréhension internationale, la coopération et la paix (en liaison avec un congrès extraordinaire de la FIOCES consacré à l'extension et à l'amélioration des échanges scolaires et éducatifs entre les pays d'Asie et les autres régions).

En 1984, un contrat concernant un projet conjoint UNESCO-ASPRO (Ecoles Associées) et FIOCES d'un échange scolaire interculturel. Projet pilote portant sur 3 écoles égyptiennes et 3 écoles italiennes et conduit par la FIOCES en collaboration avec le service des Ecoles Associées de l'UNESCO.

Deux autres contributions de la FIOCES à l'oeuvre de l'UNESCO datant des années 1985 et 1987 sont également à rapporter ici:

- l'une concerne la célébration de l'année internationale de la jeunesse (en 1985);
- l'autre la participation de la FIOCES à un séminaire de l'UNESCO tenu à Malte en décembre 1987 sur les "échanges de personnels de l'Education".

En ce qui concerne la première, les organisations membres de la FIOCES ont répondu très vite à l'appel du Bureau fédéral et communiqué les programmes spécifiques préparés pour cette célébration: le bulletin FIOCES de décembre 1985 rapporte sur ces initiatives, qui complètent ou s'ajoutent aux initiatives prises par le Secrétariat en accord avec le Comité exécutif.

- Instauration d'une journée de la correspondance internationale le 12 mars 1985;
- émission d'un timbre rapportant l'emblème de l'Année internationale de la Jeunesse, et diffusé sur une large échelle près des organisations membres;
- participation de la FIOCES au Congrès mondial de la jeunesse à Barcelone -Juillet 1985 (représentant: Sr Porfirio Herrero Estébanez);
- organisation par la FIOCES avec la collaboration de l'Institut de la jeunesse, Ministère de la Culture de l'Espagne d'une "rencontre linguistique internationale à Alendia (Iles Baléares) du 15 au 27 juillet 1985 (60 participants de 4 pays différents: Espagne, France, Irlande du Nord, Italie).

En ce qui concerne la seconde, elle est significative de la contribution importante du Central Bureau for Educational Visits and Exchanges, Londres, U.K. (dont le nouveau directeur A. H. MALE a été élu président de la FIOCES au Congrès biennal d'avril 1987) à la représentation de la FIOCES dans les instances internationales, tel ce Séminaire de l'UNESCO tenu à Malte en décembre 1987 sur les "échanges de personnels de l'éducation". Le document de travail préparé par A. H. MALE pour cette réunion rend compte de ce qui est fait ou peut être fait, sur la base le plus souvent d'accords, bilatéraux réciproques, au bénéfice des enseignants et administrateurs de l'éducation.

Dans le même temps, et dans le cadre de la coopération FIOCES avec le Conseil de l'Europe, P. CARPENTER, du même Central Bureau for Education Visits and Exchanges proposait au nom de la FIOCES un projet de séminaire sur "le recours aux nouvelles technologies dans l'établissement de contacts scolaires internationaux". Le Séminaire aura lieu à Exeter en 1988.

Il apparaît évident, ici, à ce stade du rappel des participations exceptionnelles de la FIOCES aux programmes et rencontres de l'UNESCO dans les années 1980 qu'elles n'auraient pu se faire sans l'aide conjointe du Centre National de Documentation Pédagogique à Paris et du Central Bureau for Educational Visits and Exchanges à Londres; le premier en mettant à la disposition de la Fédération un professeur détaché à plein temps -dans les fonctions de secrétaire administratif et pédagogique de la FIOCES: le second en autorisant le directeur du Central Bureau (ainsi que ses adjoints) à

participer au nom de la FIOCES à des conférences ou séminaires, participations qui impliquaient frais de transport et de préparation de documents. L'accomplissement de tâches extraordinaires, que supposait par exemple la conduite d'un contrat -depuis son étude de faisabilité jusqu'à l'évaluation finale-, n'aurait pu se faire sans cet appui, cette contribution constante de deux organismes gouvernementaux.

Il est à craindre que, sans cette contribution volontaire importante, la Fédération en tant que telle, ne puisse plus, pour quelque temps du moins, contribuer elle-même d'une manière significative à la réalisation de projets ou programmes spécifiques envisagés par l'UNESCO en faveur de l'éducation et de la compréhension internationale des jeunes.

Outre les guides publiés par la FIOCES (voir annexe II, deuxième et troisième paragraphes), de nombreuses organisations ont publié des guides à la correspondance et des recueils de lettres de *pen friends* (*pen pals* aux Etats Unis). Voici quelques exemples de ces travaux.

Sven V. Knudsen - *Bedre breve alle vegne fra / Better letters from everywhere* - København, Denmark, 1961 (lettres de correspondants dans différentes langues)

Mac Hazlewood - *Pen Friends for Peace - International Correspondence* - Edité par International School Correspondence, Sidney, 1986 (album couleur avec ructions de correspondance)

Livio Tonso - *Flos epistularum et relationum* - Ivrea, Italie, IPFS, 1992 (antologie de lettres de correspondants et d'expériences des professeurs en anglais, français, espagnol, italien et allemand)

Julia Anne Riley - *Making Mailbox Memories - Global Pen Friends for Grownups and Kids* - Park City, Utah, U.S.A., 1994 (un guide pratique pour trouver des correspondants et établir un bon échange)

Barnabas et Annabel Kindersley - *Des enfants comme moi - Un livre exceptionnel dédié aux enfants du monde entier* - Paris, France, Gallimard Jeunesse en association avec l'UNICEF, 1996 (témoignages d'enfants du monde entier - avec un Club de correspondance pour trouver un correspondant à l'étranger)



Le nouveau logo FIOCES depuis 1993, date à laquelle la Fédération avait complètement abandonné la coordination de toute activité autre que celle de la correspondance scolaire internationale. Déjà au cours des décennies précédentes, la Fédération ne s'était consacrée que marginalement à d'autres activités, sinon à des échanges de visites entre écoles. En fait, l'ancien logo a été remplacé au cours des années cinquante par une illustration générique (celle de la page 19 puis celle de la page 36).

Le nouveau logo montre les tentatives de réforme de la Fédération face à toutes les innovations qui arrivaient à maturité dans les années quatre-vingt-dix.

## SUPPLEMENT

### HISTOIRE DE LA FIOCES 1993-1998

En 1993, secrétaire général honoraire de la FIOCES, représentante de la FIOCES auprès de l'UNESCO, avec l'accord de dirigeants de notre association, je répondais à cet organisme qui souhaitait obtenir la contribution de la FIOCES «pour servir à l'histoire mondiale des ONG de Jeunesse et d' Education».

C'est ainsi que fut entreprise et réalisée l'histoire de la FIOCES dont vous avez eu connaissance et qui couvre la période 1897-1993: des initiatives individuelles, qui devaient s'étendre sur une trentaine d'années, aboutissaient en 1929 à la création d'une véritable structure de «correspondances et d'échanges scolaires », premier stade de l'existence de la FIOCES dont le soixante dixième anniversaire sera célébré en 1999.

Depuis 1993, cinq années seulement se sont écoulées et pourtant de nombreux événements se sont produits. Pour la FIOCES, cette période a été riche en modifications structurelles; la période a vu par ailleurs une diversification des modes de communication internationale et une accélération insoupçonnée des moyens existants face auxquels la correspondance a pu apparaître désuète.

C'est à ce stade que, répondant à l'appel de Livio TONSO, notre secrétaire général, j'ai décidé de compléter le travail réalisé auparavant par l'histoire de la FIOCES de 1993 à 1998.

Tout d'abord, que s'est-il passé au sein de notre association au plan de l'organisation générale?

Mon départ du secrétariat général de la FIOCES, au début de 1993, s'était inscrit dans une modification importante qui avait vu la disparition, pour raisons d'économies budgétaires, du service de «correspondance scolaire internationale», service relevant de l'Etat français qui servait de support administratif au fonctionnement de notre association. Cette mesure drastique impliquait qu'une structure d'appui de remplacement fût trouvée. L'éphémère et inefficace secrétaire général français qui m'avait remplacée pendant quelques mois a préféré démissionner plutôt que de se pencher sur le fond des problèmes.

Par ailleurs, la permanence du désengagement financier de l'UNESCO, touché par une certaine récession budgétaire, aggravait l'instabilité du dispositif administratif de la FIOCES.

C'est dans ce contexte que se tint le Congrès de Londres au mois d'octobre 1993 et que fut décidé le transfert du secrétariat général de Paris, où il s'était pourtant trouvé pendant près de soixante cinq ans, en Italie à Ivrea, où «l'International Pen Friend Service» de notre collègue Livio TONSO était prêt à l'accueillir. C'est ainsi, que ce

dernier fut élu à l'unanimité, moins une voix seulement, secrétaire général. La présidence demeurait à Londres.

Mais rapidement, une nouvelle difficulté allait se présenter: le président Tony MALE demandait à être déchargé de ses responsabilités, le « Central Bureau of Educational Visits and Exchanges » britannique restant toutefois membre de la FIOCES.

Le comité exécutif, réuni à Rome au mois de septembre 1994, donnait acte de cette démission et désignait, avec son accord, M. SHIGEAKI Kokubo de la délégation japonaise en qualité de président intérimaire. Cette situation dura jusqu'au congrès suivant qui s'est tenu au mois de mai 1995 à Ivrea, Italie, siège du secrétariat général, avec pour ordre du jour principal la réorganisation de la FIOCES, de sa structure institutionnelle et également, et surtout, de ses objectifs. Au cours de ce congrès, le problème de la présidence fut réglé en décidant une présidence tournante d'une durée de deux ans. Confiée d'abord à M. Wayne J. DANKERT, Etats-Unis, elle est actuellement, et depuis le congrès qui s'est tenu à New-York au mois de juin 1997, attribuée à Albert V. RUTTER, Malte.

C'est dans le cadre de cette structure nouvelle, et peut-être encore provisoire, qui fait du secrétaire général le pivot et l'acteur principal de l'association, que s'est développée la réflexion essentielle du moment: quels doivent être les objectifs primordiaux de la FIOCES dans le contexte actuel de l'évolution internationale et de la diversification accélérée du panorama des moyens de communication. Il convient ainsi de s'interroger, comme l'a fait Livio TONSO à l'ouverture du congrès d'Ivrea: «Shall we go on? And if so, how?» although «FIOCES has not changed its identity or its spirit, but has only up dated its appearance in order to maintain the purpose for which it was formed».



L'organisation [*Association of Pen Friend Clubs of Japan*] est peut-être la seule gouvernementale chargée de la correspondance par courrier encore en activité à ce moment. Elle dépend de la Poste japonaise et était un membre actif de la FIOCES. Ces timbres célèbrent et promeuvent la correspondance internationale.

Une organisation privée, ancienne et bien établie, la *International Friendship League*, née au Royaume-Uni, est toujours très active et a toujours son service de correspondance, le IFL Pen Friend Service, toujours actif. C'était aussi un membre des FIOCES (voir Congrès à Portsmouth).

Il existe aussi d'autres nombreux sites privés sur le net qui offrent un service de recherche de correspondants par courrier traditionnel ou par courrier électronique.

Créée il y a soixante dix ans pour permettre aux jeunes de tous les pays, de toutes les confessions, de tous les continents d'échanger entre eux par les moyens de l'écrit pour mieux se connaître et s'apprécier, l'institution a étendu progressivement ses compétences à toutes les formes d'échanges scolaires.

Aussi, une des principales questions qui s'est posée au cours de l'histoire récente, et qui se pose encore, est celle du recentrage de la FIOCES sur ses objectifs initiaux. Elle va de pair avec la réduction progressive d'intérêt d'états membres de la CE et de leurs ministères à l'égard de la simple correspondance internationale, au profit des programmes d'échanges d'étudiants et jeunes travailleurs à l'intérieur de l'Europe dans le cadre de programmes financés par les communautés européennes, mais ce n'est pas là un problème dirimant.

De même, les arguments techniques avancés par certains, qui présentent les échanges de «disquettes», de «vidéos» et l'avènement de relations par l'intermédiaire du WEB comme se substituant à la correspondance manuscrite, posent de vrais problèmes, mais oublient la masse des jeunes encore exclus de l'usage de tous ces moyens et la charge affective et sociale que comporte une lettre.

Les cinq années écoulées depuis 1993 nous ont permis de prendre conscience, une conscience aigüe de toutes ces questions: celles essentielles des finalités de la FIOCES et celle, non moins cruciale, de son financement. Cette période a été une période de doute, d'interrogation et de réflexion créatrice.

\* \* \*

Ici devrait s'arrêter la relation que j'ai été chargée de faire de l'histoire récente de la FIOCES. Mais j'aurais le sentiment de ne pas avoir rempli ma mission d'éducatrice et d'ancien membre actif de notre association si je n'apportais pas ma contribution à la recherche de solutions à nos problèmes.

Tout comme notre ancien président Tony MALE, je pense que «For a young person virtual exchange or mental mobility is a key element which helps define aspirations. A good teacher knows that international correspondance has still a key role to play in the sector, as in language learning and in the social sciences». Je pense également avec Livio TONSO, secrétaire général, et M. LANG, du service catholique allemand de correspondances, que les moyens modernes, notamment E-Mail, ne couvrent pas totalement les aspirations de tous les jeunes du monde. Mais, la FIOCES pourra-t-elle, en l'absence de subventions publiques des Etats et des régions, trouver les voies et moyens de promouvoir et de mettre en oeuvre la permanence de ces idées. Je le souhaite vivement du fond du coeur et du plus profond de mon esprit.

## LES PRESIDENTS DE LA FIOCES

\* Président du Comité permanent de la C.S.I., élu en 1929



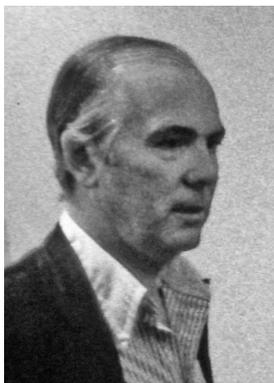
I : M. Charles-Marie Garnier \*  
France



II : M. François Closset  
Belgique



III : M. Olov Vidaeus  
Suède



IV : M. James Platt  
Grande Bretagne



V : Anthony H. Male  
Grande Bretagne



VI : M. Wayne J. Dankert  
U.S.A.

